

Paris, 27 janvier 2017

Stéphane Richard, le PDG d'Orange s'est livré le jeudi 26 janvier à l'exercice désormais régulier des questions-réponses en vidéo conférence avec les salarié-es.

Le PDG s'est montré enthousiaste pour l'avenir du groupe. Il s'est félicité de ses capacités d'innovation et de l'ouverture prochaine d'Orange Bank.

Les communications méritent plus

Après les vœux du patron de l'ARCEP commentées par S. RICHARD, Sud veut rappeler sa revendication d'investissements coordonnés et imposés par l'Etat à tous les opérateurs, dans l'intérêt du public.

Contre la logique financière des prédateurs du secteur qui n'y voient qu'un enrichissement garanti, il est urgent d'aller vers un service public européen des télécoms pour défendre ce « bien commun » et l'accès de tout-es aux communications.

Qui sera le patron après-demain ?

Le PDG ne nous a pas rassuré quant à ses réponses aux injonctions de la Cour des Comptes à propos des 23% de l'Etat dans le capital d'Orange. Sud n'est pas satisfait de l'inactivité des représentants de l'Etat, peu soucieux de l'intérêt des salarié-es et du public.

Stéphane Richard répondait au personnel

Nos réactions sur le (la) VIF

Nous avons déjà dénoncé le monopoly capitalistique auquel jouait notre PDG qui aurait permis à la famille Bouygues de devenir le 1er actionnaire du groupe au fil de la disparition brutale ou progressive de l'Etat quel qu'en soit le gouvernement.

Malgré sa méfiance affichée du patron de Vivendi, Stéphane Richard a souligné les synergies géographiques des 2 groupes (en particulier en Afrique). Cela pourrait, comme nous avons alerté dès les négociations connues autour de canal+, conduire Bolloré à la tête de l'opérateur historique.

L'actualité a illustré la brutalité du management du milliardaire breton plus soucieux de ses intérêts que de celui des salarié-es ou des client-es de ses entreprises.

Au monopoly, c'est toujours la finance qui gagne !



Des fonctionnaires incompétentes pour développer internet ?

Le PDG a tenu à remercier pour leur travail tou-tes les salarié-es d'Orange, quel que soient leurs statuts. Il s'est opposé avec raison aux déclarations anti-fonctionnaires d'un candidat dont on connaît les promesses austères pour toutes celles et ceux qui ne sont pas de sa famille.

Les fonctionnaires du groupe seraient plus rassuré-es par une intervention de l'Etat pour garantir leur statut au delà de 2019, comme nous le demandons.

Nous nous emploierons à obtenir une réponse.



Des bons résultats...

Le patron d'Orange nous a enfin pré-annoncé d'excellents résultats pour le groupe en 2016. Sud, soucieux de la défense de tou-tes les salarié-es, saura exiger un partage des richesses plus généreux pour leur travail.

il nous faut beaucoup plus que les 7000 recrutements annoncés pour remplacer les 20 000 départs programmés de 2016 à 2018.

... mais pour qui ?

Les salarié-es, qui tou-tes ont fait évoluer leurs expériences professionnelles au fil de l'évolution du secteur, doivent voir leurs qualifications reconnues très au delà des 8% de promotions annuelles connues aujourd'hui.

Les salarié-es attendent également bien plus que la promesse future de nouvelles actions gratuites.

Alors que les négociations salariales vont commencer, il faut en finir avec la baisse du « coût du personnel » et attribuer une augmentation minimum de 100€ pour tou-tes.



Pour suivre Sud chaque semaine, s'inscrire à notre newsletter

